

Christian Ferrié

# **La politique ou la guerre ?**

*Le politique entre agonistique et antagonisme*

Cet ebook a été publié sur [www.bookelis.com](http://www.bookelis.com)

© Christian Ferrié, 2021

Tous droits de reproduction, d'adaptation et de traduction, intégrale ou partielle, réservés pour tous pays.

L'auteur est seul propriétaire des droits et responsable du contenu de cet ebook.

Illustration de couverture : © peneski | Pénélope Selhausen-Kosinski

*À Miguel Abensour  
l'ami capteur d'utopie  
in memoriam*

## Du même auteur

*Pourquoi lire Derrida ?*, KIMÉ, 1998.

*Heidegger et le problème de l'interprétation*, KIMÉ, 1999.

*Heidegger et le problème de Kant*, KIMÉ, 2000.

Présentation, annotation et postface de la traduction de Kant, *Le Conflit des Facultés et autres textes sur la révolution*, « Critique de la politique », PAYOT, 2015.

*La politique de Kant – un réformisme révolutionnaire*, « Critique de la politique », PAYOT, 2016.

*Le mouvement inconscient du politique – essai à partir de Clastres*, LIGNES, 2017.

*Théorie critique du réformisme conservateur (Genèse de la matrice réformiste en Allemagne à l'époque de la Révolution française)*, ouvrage préfacé par Gérard Raulet, « PolitiqueS », CLASSIQUES GARNIER, 2018.

# Sommaire

PRÉFACE.....	7
<b>I PARTIE PRÉPARATOIRE MOMENT INITIAL LE SENS DU POLITIQUE EN QUESTION.....</b>	<b>18</b>
INTRODUCTION GÉNÉRALE.....	19
LES SENS DE LA POLITIQUE FACE À LA GUERRE.....	19
1. <i>La confusion polémiste entre politique et guerre.....</i>	<i>21</i>
2. <i>Apories de l'apologie polémiste de la violence.....</i>	<i>25</i>
3. <i>S'émanciper du polémisme.....</i>	<i>30</i>
ARGUMENT DE L'OUVRAGE.....	41
SCHÉMA RÉCAPITULATIF.....	50
THÉORIE CRITIQUE DES FORMES DE CONFLIT POLITIQUE OU POLÉMIQUE.....	50
<b>II PARTIE FONDAMENTALE MOMENT ANTI-POLÉMISTE POLITIQUE CONTRE POLÉMIQUE.....</b>	<b>52</b>
INTRODUCTION.....	53
CHAPITRE 1.....	56
LA GUERRE CONTRE LA POLITIQUE.....	56
1. <i>La Realpolitik des guerres en tout genre.....</i>	<i>57</i>
2. <i>Rhétorique critique des guerres métaphoriques.....</i>	<i>62</i>
3. <i>La "guerre des mots" ou la polémique en guise de politique.....</i>	<i>65</i>
4. <i>L'âge de la guerre mémorielle : l'intensification identitaire des polémiques sociétales.....</i>	<i>70</i>
CHAPITRE 2.....	77
LE POLITIQUE À L'ÉPREUVE DU FEU POLÉMIQUE.....	77
1. <i>La décision politique de faire la guerre.....</i>	<i>77</i>
2. <i>Le problème politique de l'hégémonie du polémique.....</i>	<i>81</i>
3. <i>L'usage politique de la violence.....</i>	<i>84</i>
<b>III PARTIE CENTRALE MOMENT POLITIQUE LA POLITIQUE ENTRE AGONISTIQUE ET ANTAGONISME.....</b>	<b>89</b>
INTRODUCTION.....	90
CHAPITRE 3.....	94
L'AGONISTIQUE SOCIALE AU SEIN DU DOMAINE POLITIQUE.....	94
1. <i>Le principe de la vie sociale.....</i>	<i>94</i>
2. <i>L'institution du domaine politique distinct.....</i>	<i>100</i>
3. <i>Le mouvement inconscient du politique.....</i>	<i>106</i>
CHAPITRE 4.....	110
DU COMBAT POLITIQUE CONTRE L'ANTAGONISME ANTISOCIAL.....	110
1. <i>De la forme primitive de l'antagonisme.....</i>	<i>110</i>
2. <i>Configuration originaire du système antisocial.....</i>	<i>113</i>
3. <i>Configuration actuelle de l'antagonisme antisocial.....</i>	<i>123</i>
4. <i>Politique de lutte contre l'antagonisme antisocial.....</i>	<i>134</i>
<b>CONCLUSION.....</b>	<b>147</b>
<b>GLOSSAIRE.....</b>	<b>153</b>
AXIOMATIQUE CONCEPTUELLE DE L'ESSAI.....	153
TABLEAU SYNOPTIQUE DES FORMES DE CONFLITS.....	156
<b>ANNEXES.....</b>	<b>157</b>
1. <i>Agonistique et agonisme au sens de Mouffe.....</i>	<i>157</i>

<i>II. Mémoire et identité selon Nora.....</i>	<i>157</i>
<i>III. Sans-culotterie et sociétés populaires selon Soboul et Arendt.....</i>	<i>158</i>
<i>IV. À propos de la traduction nietzschéenne d'agôn par Kampf.....</i>	<i>159</i>
<i>V. Ludus et agôn selon Caillois.....</i>	<i>160</i>
<i>VI. Comment peut-on dire rival en persan ?.....</i>	<i>160</i>
<i>VII. Persuader ou tromper ?.....</i>	<i>161</i>
<i>VIII. Agonistique intertribale de la kula.....</i>	<i>161</i>
<i>IX. Agonistique exacerbée du potlatch.....</i>	<i>164</i>

## Préface

Le monde est actuellement dévasté par d'innombrables guerres. C'est une réalité difficile à contester. Or ces guerres sont la plupart du temps décidées et dirigées par des responsables politiques. La guerre est donc menée par la politique, à moins que ce soit la politique qui ne soit elle-même malmenée par la guerre. Mais quel sens a le terme *politique* ? La politique est-elle autre chose que la continuation de la guerre par d'autres moyens ? La politique *ou* la guerre ?

On entend sans cesse dire de la politique qu'elle consiste en luttes, en combats et même en guerres, comme si ces termes avaient le même sens. Dans ces conditions, il n'y a rien de surprenant à ce que l'espace politique ressemble à un champ de bataille où les polémiques font rage, dévastant le paysage public. Tout en raffolant du mot guerre, les polémistes font mine de s'étonner que des menaces de mort prolifèrent désormais sur les réseaux sociaux un peu partout dans le monde. Mais pourquoi ne pas envisager que la polémique soit en quelque sorte rattrapée par son origine étymologique dans le grec *pólemos* qui signifie la guerre ? Les polémiques qui défraient les chroniques politiciennes ne préparent-elles pas inconsciemment le déclenchement des hostilités ? Les faits d'armes ne sont-ils pas toujours accompagnés de paroles polémiques qui justifient le bon droit des ennemis à se faire la guerre ?

La menace de mort ferait le lien entre polémique et *pólemos*. Comme la déclaration de guerre à un groupe programme l'affrontement armé, l'appel à tuer une personne prône le passage à l'acte violent. Ces proclamations bellicistes ne sont pas plus des paroles en l'air que les formules belliqueuses auxquelles elles donnent lieu. Les incessantes polémiques jettent de l'huile sur le feu des conflits économiques, sociaux et culturels, en les considérant comme de véritables guerres dont les protagonistes seraient en train de se livrer une lutte à mort : partenaires et adversaires politiques sont transmués en ennemis par les polémistes de tout bord qui attisent les animosités pour creuser des tranchées entre groupes et propager la haine au sein des camps retranchés. Le motif de la guerre civile, nationale ou mondiale, vise à mobiliser des troupes afin de constituer une armée de réserve prête à se mettre en ordre de bataille pour s'imposer par la force contre le prétendu ennemi. Prophétie auto-réalisatrice, cette appellation même est en vérité un appel à la guerre civile. Plus généralement, l'usage métaphorique du mot *guerre* participe d'une guerre des mots qui vise à produire effectivement la guerre entre troupes, et contre toute transaction politique entre groupes. Loin d'être purement métaphorique, l'emprunt de la rhétorique guerrière reviendrait *de facto* à faire la guerre à la politique en rendant impossible tout débat politique au sens fort du terme. Qu'y a-t-il encore de politique dans une stratégie rhétorique qui use et abuse polémiqement du vocabulaire militaire pour qualifier les luttes et les conflits ? Ne faut-il pas admettre et défendre une autre idée de la politique qui la dissocierait par principe de la guerre et même de toute polémique ? L'activité politique ne consiste-t-elle pas à s'associer pour décider en commun sans jamais imposer de point de vue par la violence ?

Cet essai porte sur le sens du terme *politique*. Interrogeant le sens du politique qui s'impose de manière dominante à l'heure actuelle, il entend contredire l'assimilation de la politique à une forme de guerre larvée qui se déchaînerait à toute occasion au cours de virulentes polémiques sur à peu près tous les sujets de société. *La politique ou la guerre* ? Le titre de l'ouvrage indique l'axe du questionnement : la politique est-elle le contraire de la guerre ou n'est-elle qu'un autre nom de la guerre ?

La question posée est tout sauf rhétorique, vu l'inflation dans l'usage métaphorique du mot de guerre qui est employé à tout propos et souvent hors de propos : guerre des mots, guerre des identités, guerre contre un virus, etc. L'abus de langage qui consiste à parler de guerre contre un virus, après avoir cru pouvoir mener une guerre contre le terrorisme, l'atteste sans conteste. La rhétorique de la guerre annonce et programme même la fermeture de l'espace politique, en justifiant l'instauration d'un état d'urgence liberticide, décrété dans la plupart des pays de manière despotique, pour ne pas dire dictatoriale. Sans même parler des polémiques déclenchées par ces excès verbaux, l'usage inconsidéré du terme de guerre est en effet indissociable d'une "politique" autoritaire qui porte atteinte aux libertés publiques et privées.

Il suffit de prendre l'exemple de la France d'aujourd'hui pour s'en convaincre. La présence de l'armée dans les rues depuis 2015 et la réunion actuelle d'un conseil de défense pour discuter, en secret, des mesures sanitaires à prendre face à la contagion d'un virus sont des indices probants de la stratégie militaire du pouvoir civil. Ratifiées par un parlement ravalé au rang de chambre d'enregistrement, les décisions prises par l'exécutif non seulement limitent la liberté de mouvement des individus, mettant tout particulièrement en péril le droit de manifester, mais encore affectent la liberté d'expression, les contestations légitimes des décrets gouvernementaux étant polémiquement dénoncées sur toutes les ondes par l'élite politico-médiatique, voire criminalisées par les pouvoirs publics. La brèche ouverte par la révolte des gilets jaunes, dont la voix était parvenue, tant bien que mal, à se faire entendre dans l'espace médiatique, s'est brutalement refermée. Au lieu du débat contradictoire, auquel a droit le public politisé d'une société démocratique et dont il a besoin pour se forger une opinion en connaissance de cause, il lui faut encore et toujours supporter les mêmes arguties et autres admonestations, déversées sur toutes les ondes à longueur de journée pour mettre au pas la société citoyenne. La virulence des polémiques suscitées par la gestion de la crise sanitaire et par la campagne de vaccination illustre le cercle vicieux qui enchaîne ensemble polémique et *pólemos* : les polémiques se déchaînent au nom de la guerre, *pólemos* en grec, et elles préfigurent le passage à l'acte de guerre par les agressions verbales et les menaces de mort qui les ponctuent.

Pourtant, il paraît au plus haut point insensé de vouloir mener une guerre, perdue d'avance, contre un ennemi imaginaire. La problématique sanitaire n'est pas militaire : même s'il provoque la mort d'êtres vivants, un virus n'est pas une armée à combattre par la force des armes. S'il est possible de combattre des organisations terroristes, il est parfaitement impossible, en revanche, de vaincre cet invisible ennemi qu'est le terrorisme. L'état d'urgence à perpétuellement renouveler est la conséquence directe de cette impossibilité : l'exception est devenue la règle... Sous couvert de répondre à l'urgence d'une prétendue situation de guerre qui justifierait l'état d'exception, un coup d'État permanent devient, en temps de paix, la règle cardinale de la politique imposée par un exécutif tout-puissant à une société démocratique complètement désarmée, et ce envers et contre les garanties constitutionnelles des libertés. Peut-on encore parler de "politique" dans ces conditions bellicistes ? Le sens même du terme et la signification de l'action politique sont en jeu dans l'alternative en question :

*Faut-il, au nom d'une conception idéaliste de cette action, combattre la dissolution antidémocratique de la politique dans une stratégie guerrière ou bien, au contraire, faudrait-il reconnaître dans cette manière polémique de faire de la politique la figure actuelle de la Realpolitik, qui constituerait la vérité de toute politique effective ?*



\*

Le problème n'est pas tant de savoir s'il faudrait préférer la politique à la guerre. Cela semble évident au regard des ravages provoqués par les guerres. Il s'agit bien plutôt de se demander si l'alternative entre politique et guerre ne serait pas fictive, et ce pour plusieurs raisons : en plus d'être responsable des guerres, la politique pourrait bien être elle-même le masque hypocrite d'une guerre larvée entre forces opposées. Qu'est-ce que la politique, en effet, sinon l'art de s'imposer par la force, en jouant d'un rapport de force destiné à devenir violent dès que les circonstances se prêtent stratégiquement à une guerre ouverte, qui prend le relais et la relève des paroles polémiques ? Par conséquent, la politique ne serait-elle pas une sorte de guerre civile, par mots interposés, qui permettrait tactiquement de s'épargner les maux de la guerre civile ? La politique, donc, *ou* la guerre des polémiques inciviles comme substitut à la guerre proprement dite ?

Rien d'étonnant, dans ces conditions, à ce que les guerres dévastent le monde humain et contribuent, entre-temps, à détruire la nature en raison du développement exponentiel de la force de frappe des armes de destruction massive. Ce sont des faits difficiles à nier. Le monde est, à l'époque actuelle, ravagé par un nombre considérable de guerres qui sont indissociables du mode de production capitaliste, la logique de développement de ce système visant uniquement le profit engendré par l'écoulement des produits. La politique paraît impuissante à empêcher toutes ces guerres et elle apparaît même incapable de simplement juguler tout ce que la puissance dévastatrice de ces guerres provoque : destruction de la nature et des cultures, pollution destructrice des écosystèmes, dévastation des sociétés et des économies, pertes humaines des morts au combat et des civils bombardés ou massacrés, migrations de populations humaines et animales fuyant la guerre qui les prive d'un environnement écologique et/ou économique viable, etc. Mais l'échec des efforts diplomatiques et l'impuissance des protestations pacifistes, qui sont pourtant à l'honneur de la politique, ne peuvent la soustraire à l'accusation d'être la principale raison d'être des guerres. Quelles puissances mènent les guerres, en effet, sinon les États qui se font la guerre ou qui font la guerre aux groupes armés contestant leur suprématie ?

Structurellement accordée aux intérêts des industries d'armement, *la* politique est en tant que telle à mettre au banc des accusés. Cette mise en accusation semble d'autant plus justifiée qu'aucune alternative ne semble s'offrir pour échapper à une *Realpolitik* qui commande despotiquement aux masses humaines de se ranger en ordre de bataille, pour tuer ou pour travailler, pour se faire tuer ou pour se laisser exploiter. La politique apparaît inextricablement prise dans les rets des systèmes de soumission de populations livrées à un destin fatal qui semble leur échapper complètement. Car aucun pouvoir politique ne semble actuellement en mesure d'empêcher que se produise à nouveau une catastrophe aux conséquences incommensurables : un accident nucléaire qui rendrait invivable toute une région de la planète, à l'instar de ce qui s'est passé à Tchernobyl ou à Fukushima ; une déflagration qui embraserait le monde à partir d'un foyer de guerre régional comme la Syrie ; une guerre nucléaire qui pourrait se déclencher en Corée, etc. Cet événement extraordinaire contrasterait en pire avec les horreurs récurrentes et régulières des crimes de guerre, de la famine en Afrique ou de la destruction irréversible de l'écosystème planétaire. La situation politique mondiale paraît irrémédiablement désespérante : autrefois, on espérait encore des jours meilleurs ; dorénavant, on s'attend au pire !

La ligne droite de l'avenir radieux d'une société éclairée paraît brisée en mille morceaux par une ténébreuse dialectique des lumières, laquelle semble miner et laminier toutes les avancées

apparentes en les retournant en leur contraire. Le projet d'émancipation du genre humain semble avoir cédé le pas à des stratégies de résignation face à l'empire de la domination totale et de l'exploitation globale de la nature, du genre féminin et des masses de prolétaires sans terre, sans emploi, sans abri, sans voix, sans espoir... N'y aurait-il, donc, aucune alternative au désespoir ?

\*

Face à la catastrophe en gestation, il ne resterait plus d'autre issue que d'entreprendre une conversion utopique du regard, de façon à dégager la perspective d'un renversement du cours du temps. Partant des leçons à lucidement tirer de l'expérience des errances passées et des illusions perdues, il s'agirait d'entrevoir un autre monde et d'entretenir la lueur d'espoir d'une autre société : un monde fait de diverses sociétés, qui s'émanciperaient dès à présent, *ici et maintenant*, du processus de soumission globalitaire de tout le monde à la logique productiviste du système capitaliste, et ce par un mouvement d'inversion du non-sens de l'évolution actuelle. Ouvrir l'horizon de cette autre *vision* du monde présupposerait, néanmoins, de changer le paradigme conceptuel d'analyse des événements en revisitant le sens du vocabulaire politique en vigueur.

Dans cette optique, il faudrait, en premier lieu, revenir sur la signification du mot *politique* afin de la refonder. Loin d'être assimilable à ce qui relève de l'État, *le* politique serait une force sociale, dont la dynamique démocratique contredit la soumission à l'ordre étatique et l'obéissance à l'ordre économique : c'est le pouvoir du peuple qui s'oppose aux oligarchies de toutes obédiences. Schématiquement, il y aurait opposition frontale entre deux forces antagoniques : la "politique" des puissants vise, par en haut, à dominer l'espace politique au point de le refermer par une soumission polémique de la société civile, qui profite de l'aliénation culturelle des sujets et facilite l'exploitation économique des classes dominées ; le mouvement politique des sans-puissance, qui aspire au contraire à ouvrir ou à élargir l'espace politique, résiste par en bas à la domination et à l'exploitation en travaillant à s'émanciper de toute forme d'aliénation. Hostile à la gestion bureaucratique des affaires publiques, cette puissance civique s'engage dans le sens contraire d'une administration autonome de la cité par des forces citoyennes, dont la civilité même ouvre à cette société civique, qu'ils constituent ensemble, la possibilité d'une action concertée : au sein du milieu politique, les décisions sont prises sur la base de discussions, certes passionnées, qui confrontent des points de vue opposés afin de composer une association conflictuelle, sans jamais user du moyen de la violence pour imposer une position ; le sens social de la relation politique, qui habite et anime le peuple civique, est la condition de possibilité de l'association proprement politique, laquelle coordonne les forces divergentes sans les subordonner à une instance supérieure et extérieure.

Un topos moderne renvoie ce phénomène politique aux calendes de la *pólis* grecque, s'autorisant à instruire le dossier de son absence actuelle et factuelle pour décréter un non-lieu définitif. En ce sens, négatif, le politique serait utopique, le doux rêve théorique d'un idéal impossible à réaliser... Hegel contre Kant, Constant contre Rousseau, Hobbes contre Aristote, etc. Il n'y aurait pas de communauté politique qui puisse subsister par elle-même sans un pouvoir étatique pour en imposer l'unité par la force. La société politique ne pourrait tenir que sous la férule d'un maître despotique, dont Hobbes a complaisamment peint le portrait avantageux. Et, en effet, la politique étatique n'a-t-elle pas pour fonction systémique d'empêcher la guerre civile en faisant la guerre aux fauteurs de trouble ? Comment les controverses entre partenaires en désaccord et les polémiques entre adversaires en conflit pourraient-elles, sans État et sans le monopole qu'il exerce sur la violence dite légitime, ne pas dégénérer en antagonisme viscéral, au

point de risquer de désagréger une association politique divisée en camps ennemis potentiellement en guerre ? À une époque où censure officieuse et propagande officielle sont, dans l'espace public des flux médiatiques, contredites par la propagation frénétique des polémiques entre pouvoirs et contre-pouvoirs, la politique ne serait-elle pas, en vérité, une forme de guerre à mots couverts ? Faut-il considérer les polémiques politiques comme une forme civile de guerre purement verbale ou convient-il d'y déceler, au contraire, les préliminaires de la guerre civile ?

Sans aucunement postuler que l'espace politique doive prendre la forme d'une communauté consensuelle, il est légitime de se demander si la polémique ne mènerait pas logiquement à la guerre (*pólemos*). Car il pourrait bien exister une conjonction impensée entre les violences physiques des actes de guerres et les outrances verbales des polémiques médiatiques, une sorte d'association inconsciente qui ferait ressurgir le sens grec du terme *pólemos* par l'effet d'un retour du refoulé tout à fait symptomatique. Ce serait même la raison pour laquelle la politique paraîtrait être de l'ordre d'un champ de bataille, et ce à un double titre : à cause des guerres effectives que les politiques décident ou ne parviennent pas à empêcher ; à cause de la guerre des mots que les politiciens se livrent à tout bout de champ, dans un espace public saturé par des polémiques iniques. Rattacher le terme *polémique* au grec *pólemos* a pour signification politique de tordre le bâton sémantique dans l'autre sens, en forçant l'usage habituel des mots, de façon à distinguer polémique et politique en et par principe. Il s'agit, par là même, de prendre position contre la confusion entre politique et polémique dont Carl Schmitt s'est fait le chantre et Hannah Arendt la critique. Car les polémiques, brutales bien que verbales, verbeuses mais impétueuses, ces furieuses polémiques qui se déchaînent sur les ondes pour préparer les guerres dans le monde obéissent à une logique en contradiction avec les principes politiques.

En vérité, les champs politique et polémique auraient leurs propres principes, qui seraient opposés entre eux. Pour bien les délimiter, il faut tracer une ligne de démarcation entre *le* politique et *le* polémique. Pour autant, cette dichotomie de principe entre politique et polémique, l'opposition entre les principes qui régissent leurs champs respectifs, n'interdit aucunement des passages d'un champ à l'autre, dans un sens comme dans l'autre : l'institution polémique du politique, en particulier lors d'une révolution violente, fait pendant à la conclusion politique d'une guerre. Ces passages troubles se produisent dans des zones de turbulence, qui relient et séparent en même temps les deux champs : une sorte de *no man's land*, au sein duquel l'interaction entre les tendances inverses apparaît plus clairement que dans les champs eux-mêmes. Contrairement à l'impression statique que peut donner la schématisation spatiale de la dichotomie tranchée entre les deux champs et de la zone tampon qui les relie, il y a bien en effet une relation dynamique, à l'intérieur de ces trois espaces, entre les *tendances* pulsionnelles qui s'y exercent en sens contraire. Au niveau collectif des groupes, il y aurait une intrication des pulsions contraires qui correspondrait à celle que Freud suppose chez les individus (*Triebvermischung*), en 1924, lorsqu'il explique que la pulsion de mort peut prendre la forme érotique d'une jouissance sadique à faire violence aux autres. Loin donc de présupposer la destruction de la pulsion dominée, la suprématie d'une tendance pulsionnelle sur l'autre implique bien plutôt l'imbrication effective d'*Éros* et de *Thanatos* dans l'existence affective des individus et des groupes.

Il convient, par conséquent, de bien distinguer entre *principe* et *tendance*, même si le principe ne peut régir un champ que par l'intermédiaire de la tendance pulsionnelle qui le domine. Car

l'opposition tranchée des principes est parfaitement compatible avec l'intrication des tendances contraires à l'intérieur d'un même champ. Tout en étant régi par son propre principe, polémique ou politique, chaque champ est en effet habité par la tendance opposée qui, dominée en règle générale, parvient pourtant, de temps à autre, à s'imposer contre la tendance constitutive du champ : au sein même du champ polémique, c'est la tendance politique qui pousse à faire taire les armes ; pour sa part, l'espace politique est, à tout moment, menacé par la tendance polémique à envenimer les conflits au point de les transmuier en combats violents. C'est d'autant plus vrai que la plupart des sociétés sont désormais divisées par un antagonisme entre groupes sociaux, dont la potentialité polémique peut dégénérer en guerre civile : c'est ce qui fait de l'espace public de ces sociétés hiérarchisées un champ *polémico-politique*, où la politique risque d'être emportée par la logique polémique au point que l'existence même du politique y soit mise en péril.

Reconnaître une dichotomie de principe entre politique et polémique n'implique donc aucunement de penser la politique pure de toute polémique et la polémique dénuée de toute dimension politique. Il faut même admettre la nécessité politique de faire la guerre aux ennemis du politique. De ce fait, le présent essai ne constitue pas un plaidoyer pacifiste, qui méconnaîtrait le bellicisme effectif d'ennemis engagés dans un programme hégémonique de soumission des peuples ou même dans une entreprise d'extermination des ennemis qu'ils se sont choisis ou fabriqués. Il n'émet pas non plus d'injonction moraliste à la pratique d'une sorte d'unanimité œcuménique, lequel sombrerait, pour sa part, dans un irénisme déniait toute forme d'antagonisme et renonçant à tout combat au nom du "vivre ensemble". Tenir un cap proprement politique impliquerait de naviguer à contre-courant entre Charybde, dont les tourbillons risquent d'engloutir une société multicommunautaire en proie à la dissension perpétuelle de la guerre civile entre communautés, et Scylla, dont le récif apparaît comme le site terrifiant sur lequel s'échoue une cité totalitaire, pétrifiée par le fantasme consensuel d'une pacification totale des conflits entre groupes. Quelle serait la voie politique à frayer pour éviter ce double écueil ?

\*

Trouver la juste mesure de la vie politique au sein d'une société conflictuelle supposerait de discerner trois types de confrontation : la *guerre* entre camps ennemis, dont l'affrontement armé est bien une lutte à mort ; le *combat* entre partis adverses, dont l'antagonisme à propos du projet de société fait l'objet d'une lutte civique sans commune mesure avec une guerre civile ; le *débat* entre groupes alliés, à propos des moyens à employer dans le combat contre leurs adversaires communs ou dans la guerre contre leurs ennemis. Le débat entre partenaires en compétition pour convaincre et le combat contre des adversaires en vue de les vaincre constituent deux formes de confrontation *politique*. Plus précisément, ces deux espèces de confrontation appartiennent au genre politique dans la mesure même où elles sont régulées par un *art politique* qui leur est propre : l'*agonistique* sociale, comme art de lutter sans que les désaccords entre alliés politiques en lutte (*agôn*) ne dégèrent en antagonisme ; l'*éristique*, comme art de combattre ses adversaires politiques sans que la controverse (*éris*) ne devienne polémique. La conception d'une *politique partagée entre agonistique et éristique* ne distingue pas seulement ces deux formes de confrontation de type politique, elle les dissocie surtout radicalement d'une troisième forme de confrontation qui est, quant à elle, de facture antipolitique ou d'ordre polémique : c'est que l'affrontement armé entre forces militaires (milices, armées, etc.) a lieu en dehors du champ politique, et ce même si la guerre implique un moment politique.

Néanmoins, il faut bien reconnaître que cette vision idéalisée de l'art politique paraît bel et

bien contredite par la réalité des pratiques politiques. Car les politiques pratiquées ne donnent pas l'image d'une pratique réglée par un art : *idéalement* partagée entre agonistique et éristique, la politique serait *effectivement* prise en tenailles entre agonisme et antagonisme. Ces deux derniers termes désignent les formes, bien plus polémiques, des luttes exacerbées entre groupes alliés et des combats acharnés entre camps adverses. C'est qu'une virulente tendance à intensifier les conflits de manière polémique s'impose contre le sens politique : la lutte ardente et passionnée entre partenaires tend à dégénérer en combat véhément, tout comme le combat enragé entre adversaires, pour sa part, en guerre forcément violente entre ennemis ; les paroles polémiques se traduisent en fin de compte par des actes de guerre. Cette même propension polémique, qui menace de dévoyer le débat en combat et le combat en guerre, opère au sein même de la guerre, pour en augmenter encore la violence au point de la transmuier en guerre d'anéantissement total de l'ennemi. Ce destin fatal et létal, qui prend la figure apocalyptique d'une guerre totale, sanctionnerait la mise à mort de la vie politique, au terme d'un processus qu'il convient d'appeler *polémiste*. La quintessence du polémisme étant l'exaltation simultanée du *pólemos* et des polémiques qui soutiennent les guerres dévastatrices et les violences persécutrices, la stratégie polémiste ne fait que pousser à bout le processus polémique en cours, lequel s'attaque non seulement à la vie politique, mais encore à toute forme de vie. Mortifère, le *processus polémiste* poursuivrait inconsciemment l'objectif de détruire la nature tout autant que la culture politique.

Il ne suffit pas de repérer ce processus polémiste qui s'oppose à la dynamique politique dans le but stratégique de l'arrêter et même de l'anéantir. Il faut encore l'*analyser*, en amont, de façon à en détecter la source pulsionnelle au sein d'une tendance qui prend corps, en aval, dans des forces polémiques : la pulsion de mort, découverte par Freud à la suite de la Grande guerre, serait *intrinsèquement* polémique. Comme le processus polémiste mène une sorte de lutte à mort contre la vie politique, il convient d'accomplir l'analyse de l'autre côté en supputant, à l'inverse, une tendance pulsionnelle à la vie politique qui, pour sa part, prend corps dans des forces politiques en mouvement en vue d'instituer des relations sociales à l'intérieur de la société. Ces forces politiques en mouvement d'émancipation de la soumission antisociale sont des forces sociales qui revendiquent, à juste titre, le nom de peuple ; à l'opposé, les oligarchies régnautes, auxquelles les forces sociales du peuple en mouvement s'opposent, méritent le titre de forces *antisociales*. Ce conflit irréductible est marqué par une antinomie qu'aucune dialectique de la réconciliation n'est à même de dépasser. D'un côté, le mouvement politique des forces sociales, dont l'action essaie d'ouvrir un espace public de discussion comme modalité de la prise de décision, est animé par une *pulsion politique* d'émancipation sociale. De l'autre côté, les forces antisociales, à l'origine d'un processus polémiste qui s'efforce, réactivement, de refermer au contraire l'espace de type politique pour imposer despotiquement leur vision des affaires publiques, sont entraînées par une *pulsion polémique* de soumission antisociale de toute forme d'altérité : la nature, les autres cultures et les autres économies, les masses en tout genre, les forces sociales en mouvement autonome, les individus humains, les animaux, etc.

L'opposition entre les forces politiques de construction d'un monde social et les forces polémiques de destruction des conditions naturelles et culturelles de vie sur Terre reposerait au fond, dans le tréfonds pulsionnel des individus et des groupes humains, sur cette dichotomie fondamentale entre pulsion de vie politique et pulsion de mort polémique qui, *mutatis mutandis*, correspond au combat de géants entre *Éros* et *Thanatos* diagnostiqué par Freud. Tout ça se jouerait là... Au niveau global de la planète, tout comme au niveau régional des écosystèmes

locaux, la mort est possible et la vie peut devenir impossible, en raison de la puissance dévastatrice de la pulsion polémiste qui s'attaque, violemment, tout autant aux fondations écologiques du complexe de la vie végétale et animale qu'aux assises politiques de la vie sociale, cherchant à en finir avec tout mouvement politique des forces sociales et à anéantir toute forme sociale de vie dans le monde : aucune dialectique ne peut résoudre ou dissoudre cette contradiction radicale entre la vie et la mort, dont le destin relève d'une interaction indépassable entre des forces inconciliables. Dominées par une pulsion de soumission, de soi comme des autres, en contradiction avec le principe même de la vie sociale, les forces polémiques engendrent et portent le processus polémiste qui fait la guerre au mouvement politique de forces sociales animées au contraire par une pulsion d'émancipation.

Reposant sur une axiomatique pulsionnelle d'inspiration freudienne, le schéma d'un antagonisme irréductible entre le processus de soumission polémique des groupes sociaux et les mouvements politiques d'émancipation sociale est au service d'un diagnostic de l'époque en cours. Car il s'agit d'analyser la configuration actuelle des rapports de force à tous les niveaux, tout en se focalisant sur le plan global. Dans la situation présente d'un XXI<sup>e</sup> siècle naissant, le processus polémiste paraît répondre à une stratégie globalitaire d'intégration forcée des économies dans la machinerie boursière du système capitaliste, avec pour conséquence une intégration destructrice des sociétés humaines dans un système antisocial d'envergure planétaire que des instances supranationales de gouvernance globale travaillent à contrôler de plus en plus. En contrepoint de la triade de Bretton Woods, les organismes des Nations-Unies, les structures publiques transcontinentales (l'Union européenne par exemple) et les transnationales privées (agroalimentaires, pharmaceutiques, informatiques, etc.) s'engagent en ce sens, en se concertant de manière formelle ou informelle comme au sein du Forum économique mondial de Davos. L'actuelle gestion globalisée de la circulation d'un coronavirus contagieux sous l'égide de l'Organisation mondiale de la santé fait désormais pendant à la gestion globalisée, sous l'égide de l'Organisation mondiale du commerce, de la circulation des capitaux et de ses conséquences dans le monde : crises financières, conflits économiques, etc. Un peu partout, la gouvernance *supra*-nationale prend le pas sur l'organisation *inter*-nationale de la gestion des conflits par le moyen de négociations multilatérales et bilatérales. C'est dans cette zone trouble entre international et transnational que la Commission européenne statue et que le conseil de sécurité de l'Organisation des nations unies édicte des résolutions à propos des conflits armés qui menacent la paix dans le monde. À l'époque d'un tel enchaînement globalitaire des sociétés, des cultures, des économies en phase avec le déchaînement identitaire des conflits intercommunautaires – c'est l'autre versant, simultané, du même processus –, tout semble étayer l'impossibilité même d'une pratique politique. Il suffit de considérer la multiplication des affrontements polémiques ou des conflits armés dans le monde entier et à tous les niveaux : au sein des sociétés divisées par la lutte des classes ou des castes, les révolutions et les révoltes violentes ; dans les nations multiculturelles et multiconfessionnelles, les émeutes de quartiers ghettoïsés et racisés, les intolérances et les violences interconfessionnelles, les combats sanglants entre clans ethniques ou gangs mafieux, les crimes de sang et les violences sexuelles ; entre les nations racisées, ethnicisées et/ou confessionnalisées, les guerres internationales en tout genre, depuis les guerres interétatiques jusqu'aux guerres de religion, en passant par les massacres génocidaires et/ou ethnocidaires qui préludent à la guerre identitaire en gestation dans les sociétés multicomunautaires.

À l'heure actuelle, l'impitoyable montée en puissance du processus polémiste et l'inexorable

avancée de la désintégration globalitaire des sociétés dans le mécanisme antisocial de la logique capitaliste et de la logistique productiviste sont inversement proportionnelles à l'incroyable décrépitude des forces politiques et à la régression des mouvements d'émancipation sociale. La figure originaire du politique semble irrémédiablement égarée dans les oubliettes abyssales de l'histoire humaine. Que faudrait-il faire pour retrouver le trésor perdu des expériences politiques et s'émanciper de cette conjoncture fatale pour tout le monde ? Comment s'opposer efficacement à la puissance létale des forces antisociales sans intensifier pour autant le processus polémiste ?

C'est un point crucial. S'engager à faire la guerre à la guerre aurait pour effet contreproductif de décupler la violence des puissances polémiques au détriment de la force de vie politique. Il faudrait, au contraire, contenir la tendance polémique dont la suprématie signerait la mort de la vie politique. Reprenant pour ce faire la stratégie esquissée par Marcuse dans son ouvrage sur Freud, *Éros et civilisation* (1955), il conviendrait de provoquer le retournement de la pulsion de mort polémique contre le processus polémiste en renforçant la pulsion de vie politique des forces sociales. Car l'état critique du patient en agonie réclamerait une *agonistique* inédite, laquelle permettrait à la vie politique de renaître au sein même des forces engagées dans le sens de l'émancipation sociale. Rendre à la vie politique l'ensemble de la société réclamerait, en outre, la pratique tout aussi inédite d'une *éristique* qui, pour sa part, viserait à circonscrire l'antagonisme antisocial dans des bornes qui permettraient d'entraver le processus d'autodestruction de la société politique. Est-il possible de supputer les prémices d'un tel retournement politique de la conjoncture polémiste du temps présent ?

Il faut se mettre en quête d'un paradigme utopique pour dégager l'horizon de ce mouvement historique. Les penseurs modernes de l'émancipation nous en ont légué une sorte d'esquisse multiforme : de la prédiction kantienne d'un tournant en mieux du genre humain à la vision marxienne de la révolution sociale, de l'interruption messianique de Walter Benjamin à l'imprévisible événement à venir de Jacques Derrida, de l'initiative révolutionnaire de Hannah Arendt à la démocratie insurgente de Miguel Abensour en passant par le projet d'autonomie de Cornelius Castoriadis... S'en inspirant, il conviendrait d'envisager l'irruption d'un tel mouvement politique en rupture avec le processus polémiste. C'est qu'un tel retournement du cours du temps signerait la renaissance du politique.

Il n'existe aucun signe avant-coureur qui prouve l'existence de ce renversement du cours des choses. Néanmoins, il faut le savoir et il convient d'y croire : le sempiternel Phoenix renaît toujours à nouveau de ses cendres, tirant sa force lumineuse et éclatante d'une énigmatique pulsion de vie politique qui anime et réanime ses restes consumés. Car la politique n'est pas plus un idéal à réaliser qu'un état à atteindre : c'est bien plutôt l'expérience effective d'un sempiternel mouvement social, en gestation inconsciente, qui jaillit du tréfonds de l'histoire humaine pour donner corps et redonner vie au politique. En sa dynamique inconsciente, le mouvement politique des forces sociales *se* produit en effet toujours à nouveau, dans les circonstances jamais identiques de la prophétie autoréalisatrice d'un peuple qui *se* constitue, en créant ses institutions et en imaginant ses propres symboles, survenant sans crier gare pour arborer son surprenant étendard de couleur criante et inventer sa propre forme de vie sociale. Le peuple qui vient et le mouvement utopique qui advient à présent au sein des forces sociales échappent toujours aux schémas convenus, tout en s'inscrivant inconsciemment dans la lignée des traditions de résistance immémoriale au système antisocial. Car tout peuple en mouvement revient de loin et revient d'encore plus loin : sa vitalité provient du sein même des mouvements de lutte qui le nourrissent

et le revigorent. Le politique ne serait rien sans ce mouvement vital, au cœur des forces sociales, qui donne corps à l'utopie d'une nouvelle forme d'association, à la fois en projet et en acte dans les multiples mouvements de lutte. Le politique *est* encore et toujours en acte et en mouvement au sein des luttes sociales. Encore faut-il conforter la praxis des mouvements d'émancipation sociale – c'est le souci de cet essai – en élucidant, en théorie, ce qui s'y trouve engagé comme l'enjeu même de la lutte : *le sens du politique...*

\*

Chaque moment ou partie contenant deux chapitres, l'essai procède en quatre temps, huit mouvements, avant d'adjoindre à la conclusion deux appendices, dont la fonction est de récapituler les multiples ruptures sémantico-politiques de l'essai : un [glossaire](#) en expose l'axiomatique conceptuelle, pendant qu'un [tableau](#) fournit un synopsis des différentes formes de conflit.

Le bouleversement de la sémantique politique qui est donné à penser dans l'essai exige une justification préalable du changement de sens du vocabulaire en vigueur : c'est l'objectif propédeutique de la [première partie](#), qui met *en question le sens du politique*. Ce moment préparatoire est composé de l'[introduction](#) de l'ouvrage et de l'exposé de son [argument](#). L'introduction discute *les sens de la politique face à la guerre*, de façon à contredire la conception polémiste du politique, qui l'assimile à la pratique stratégique des polémiques et des guerres. Ponctué par un premier [tableau](#) récapitulatif des divers types de conflit, l'argument expose de manière systématique l'axiomatique conceptuelle qui sera développée successivement dans les trois parties suivantes : la stratégie discursive de l'essai consiste à montrer la réalité du politique sous la double modalité de l'agonistique et de l'éristique, afin d'ouvrir la perspective anti-polémiste d'une politique à pratiquer dans les conditions potentiellement polémiques de sociétés soumises à l'antagonisme antisocial.

Intitulée *Politique contre polémique*, la [seconde partie](#), fondamentale, poursuit en ce sens l'objectif de tracer une ligne de démarcation entre le champ polémique et l'espace politique de manière à réfuter leur confusion polémiste. Dégager l'horizon d'une émancipation du polémisme implique, en effet, d'analyser au préalable la stratégie polémiste qui consiste à jouer *la guerre contre la politique* [[chap. 1](#)], puis de montrer à quelle *épreuve du feu polémique* est soumis *le politique* [[chap. 2](#)]. Toutefois, ce moment anti-polémiste, qui construit la dichotomie entre polémique et politique pour en déconstruire la confusion polémiste, n'est précisément qu'un *moment*. Il convient d'autant moins de l'absolutiser de manière unilatérale que ce moment fait méthodiquement abstraction des différentes zones de turbulence qui font tampon entre le champ polémique et l'espace politique. D'une part, il existe un *no man's land* de type politico-polémique : une zone trouble où la politique emprunte la voie polémique pour faire la guerre aux ennemis du politique avant, par un passage en sens contraire, d'en revenir à la logique politique en mettant fin à la guerre. D'autre part, la réalité de sociétés divisées par l'antagonisme antisocial est à l'origine de l'établissement d'un espace public de combat entre adversaires, espace d'ordre polémico-politique qui ne peut être confondu avec le domaine proprement politique du débat entre partenaires.

Distinguer ces deux types d'espace politique est l'objet de la [troisième partie](#), centrale, qui fera l'état des lieux politiques, en faisant abstraction du champ antipolitique des guerres et des polémiques. Ce *moment politique* de l'argumentation s'efforcera de montrer la différence entre deux pratiques politiques : *l'agonistique sociale au sein du domaine politique* est la forme



originaire de politique, dont il est possible de reconstituer l'apparition au sein des sociétés primitives [chap. 3] ; le *combat politique contre l'antagonisme antisocial* est la forme dérivée de politique qu'il est possible de pratiquer au sein des sociétés hiérarchisées [chap. 4]. Distinguant ces deux modalités de l'art politique que sont l'agonistique et l'éristique, ce moment central de l'essai montrera *la politique*, en réalité plus déchirée que partagée, *entre agonistique sociale et antagonisme antisocial* : la raison en est la fatale prédominance de la tendance polémique, dont la virulence laisse encore moins de place à l'éristique, prise dans le milieu hostile de l'antagonisme, qu'à l'agonistique au sein du domaine politique.

Dans ces conditions au plus haut point défavorables, la [conclusion](#) s'évertuera à dégager une perspective politique pour des forces sociales confrontées à une véritable *quadrature du cercle politique*. Car il leur faut combattre les forces adverses, et même faire la guerre aux ennemis du politique, sans se laisser entraîner pour autant dans le processus polémiste. Pour ce faire, il faudrait déjouer la *dialectique négatrice de l'émancipation* dont la fonction systémique est de rendre polémiques les forces subversives en lutte politique contre le système antisocial. Ce serait la condition *sine qua non* pour préserver les mouvements de contestation de toute dégénérescence polémique, du moins au sein d'un *domaine* politique dont l'agonistique sociale refoulerait l'antagonisme antisocial hors de ses murs. Une telle issue permettrait, à l'heure actuelle, d'ouvrir l'horizon utopique d'une *dis-association* des forces sociales en mouvement politique.

\*

Les discussions au sein du séminaire de l'*École critique de Strasbourg pour l'émancipation* et le soutien amical de ses membres ont inspiré et conforté le dessein d'écrire cet essai. Rédigée au printemps 2018, sa première mouture a été discutée dès l'été avec Arash Joudaki, qui en a relu la dernière mouture au printemps 2019 : je lui suis redevable d'une lecture aussi suggestive qu'amicale. À l'automne 2018, les commentaires précieux et précis de Philippe Choulet, que je tiens une fois encore à remercier vivement pour sa lucidité et sa générosité, tout comme les conseils avisés de Mickaël Labbé, ont orienté sa réécriture pendant l'hiver 2018-2019, alors que le mouvement des gilets jaunes ouvrait l'espace public d'un débat politique sur les questions sociales dont le pays avait grandement besoin. Susanne Hildebrandt et Arnaud Tomès ont pris soin de lire la version finale de l'essai, dont les hypothèses et les thèses ont été régulièrement discutées avec ma compagne que je remercie tout particulièrement pour son attention et ses suggestions. Sans leur imputer aucune responsabilité dans les énoncés risqués dans ce texte, je tiens à leur exprimer toute ma gratitude pour avoir pris le temps de le lire et de me communiquer leurs réflexions à ce propos. J'ai revu et corrigé l'ensemble du texte à plusieurs reprises, à la fin de l'année 2020 pour mettre un point final le 1<sup>er</sup> janvier 2021 à sa première édition virtuelle et une dernière fois, de septembre à novembre 2021, pour amender l'essai en vue de son édition matérielle. Depuis l'été 2020, j'ai mis en ligne une sorte de synopsis de mes analyses sur un site intitulé [per turbas](#) que j'invite le lecteur à consulter de temps à autre, d'autant qu'il y trouvera des cours rédigés et/ou enregistrés (notamment sur la politique) :

<http://www.per-turbas.fr/index.php/polis/>